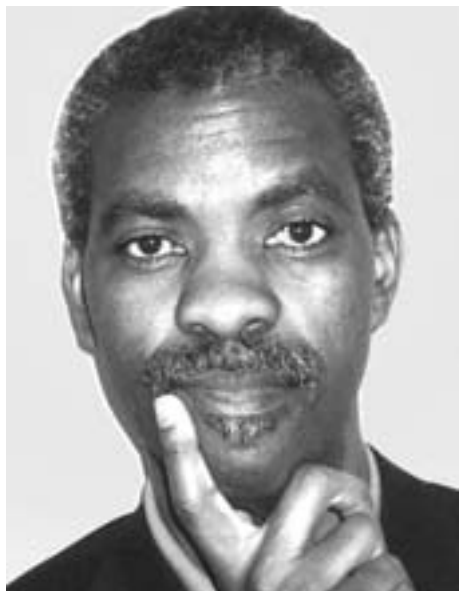


Lettre d'un citoyen ordinaire à Madame Michelle Courchesne, Vice Première Ministre du Québec et Ministre de l'éducation, du sport et du loisir .



Par Francois Munyabagisha,
Simple citoyen et libre penseur

Madame la
Vice-Première
Ministre,

D'abord je félicite votre courage et votre sens du service à la nation, pour l'acceptation du défi que pose la crise actuelle qui dépasse le cadre du ministère de l'éducation. Déjà, le pouvoir et la sagesse de la Justice sont mis à rude épreuve, avec le non respect des instruments sacrés comme les injonctions. Le rôle des médias et les attitudes des citoyens physiques, et des citoyens corporatifs, sont également questionnables.

De cette crise, j'aurais retenu deux grands maux : la fixation et l'improvisation. Côté étudiants grévistes, c'est l'éducation sans hausse, ou sans cours. Côté gouvernemental, il m'apparaît évident que l'on force la fermeté, pour ne pas perdre la face. Dans les deux cas, les discussions par médias interposés et les confrontations sur le terrain des forces de l'ordre démontrent que les idées mises de l'avant n'ont pas été mûrement réfléchies, et manquent sérieusement d'éclairages visionnaires.

Le contexte est inquiétant, d'autant plus que nous sommes en plein cœur du temple des lumières. Si notre société ne sait pas allumer la solution optimale à une congestion dans le canal de l'éducation, c'est dire que tous les autres secteurs sont plongés dans l'obscurité quasi totale.

En effet, il suffit de jeter objectivement un regard rétrospectif sur les conflits médiatisés des dix dernières années, pour ne point en douter. Tous, ont en commun un effet de surprise pour le gouvernement, les penseurs et à fortiori les citoyens. A chaque fois, l'éclairage des issues a été long à obtenir, parfois la situation a dégénéré. Pourquoi les frictions surprennent-elles tant dans une société des savoirs?

Cette question m'emène à formuler ma proposition de voies de solutions que voici :

1. Héritière du siècle des lumières, notre société médiatisée est déconnectée de la sagesse de la pensée profonde. Dans nos centres du savoir les penseurs sont au chômage ou ont-ils l'esprit ailleurs qu'à l'harmonie nationale. Avant de refaire le chemin des auditoriums, je propose d'inscrire à votre agenda de ramener les penseurs à l'avant scène de la solution.

2. Les centres du savoir sont comme les institutions de la santé, et ne devraient pas être comptabilisés comme des centres de profit. L'éducation est par contre un investissement social collectif, et c'est une erreur d'y voir un investissement financier des individus. Pareille erreur nous éloigne de la culture de service à la société pour nous noyer dans celle de l'esprit du gain. Déjà, on ne se forme plus pour faire ce qu'on aime et ce qu'on saura le mieux faire, plutôt pour ce que ça paie.

L'un des corollaires à ça, c'est la division du corpus étudiant en groupes d'intérêts inconciliables, indifférents de tout soucis des uns et des autres. Qu'advient-il de la société lorsque cette génération présidera au destin commun? Ca devrait interpeller tout un chacun, nonobstant l'attachement à nos petits conforts des temps présents. Il importe de revaloriser le talent et le sens de servir, et ça presse. Pour cela, qu'il ne soit plus question de mettre les frais en avant plan.

3. Les étudiants rassem-

blés au sein de La CLASSE ont été les fers de lance du rejet de la hausse des frais. Il est possible qu'ils aient été mal compris ou associés par à priori à un esprit casseur. Néanmoins, il demeure que leurs propositions, dont celle de bonifier tout le budget Bachand 2012 et non pas seulement la gestion des universités, méritent d'être sérieusement évaluées à travers un processus de réflexions approfondies. Les frais peuvent être éliminés, au profit des plans motivateurs d'apprentissages. Aux penseurs de s'y pencher, ils ont été payés pour.

4. Les jeunes ont appris des adultes le seul langage des «droits». Leur parler des droits de scolarités, je ne suis pas sûr que ça porte fruits. Les jeunes ont plus que des droits, des obligations. Certains d'entre eux en sont conscients. Leur obligation première est de développer leurs talents et s'outiller pour servir à leur meilleur dès l'âge adulte. On ne doit pas vivre pour se faire plaisir, avant tout ou uniquement. Notre société doit y réfléchir, et se donner les moyens de visionner l'avenir.

Les jeunes ont également des responsabilités. Ce sont eux qui fructifieront nos fonds de pension, ce sont eux qui nous éviteront de faire la grève contre la réduction des services aux aînées, ce sont eux qui payeront nos dettes et répareront nos erreurs. A y réfléchir, nous leur devons beaucoup plus que des bourses d'études. Où est l'erreur

source du malentendu?

Nous détournons les jeunes de l'école, pour les faire travailler dans des commerces sans valeur ajoutée à l'éducation. Nous les y poussons pour qu'ils payent les droits de scolarités, nous les y maintenons en haussant ces mêmes frais. Après, nous leur reprochons de décrocher, ou nous pleurnichons à l'effet que les résultats ne sont pas ceux attendus.

Les fonctionnaires devraient questionner leurs sucreries d'employabilités pour les jeunes en âges scolaires. La place d'un jeune est au banc de l'école. Les études à temps pleins doivent être reconsidérées, et exemptées de toute tarification compensatoire des coûts. Mais que ceux qui désirent ne pas faire l'effort payent pour.

Madame la Vice-Première Ministre, telle est ma contribution citoyenne à recherche d'une solution digne d'un pays des lumières. Mon vœux étant, nonobstant l'urgence de ramener les jeunes dans la classe, que vous puissiez inspirer une réflexion nationale sur la vision d'un avenir commun harmonieux.

Avec respect et confiance.

